



## **INTERVIEW le 8 décembre 2014 d' Emmanuel Hoog, PDG de l'AFP, invité du « Buzz Média Orange-Le Figaro ».**

*Les parlementaires vont examiner la semaine prochaine une proposition de loi visant notamment à réformer le statut de l'Agence France-Presse datant de 1957 et devenu un risque pour la survie même de l'agence. En effet, Bruxelles estime que le financement apporté par le gouvernement à l'AFP s'apparente à une aide d'État et pourrait réclamer le remboursement de plus d'un milliard d'euros.*

**LE FIGARO - L'AFP, respectable institution, doit être modernisée par une loi débattue dans les prochains jours. Que vous apportera la réforme de votre statut?**

**Emmanuel HOOG** - L'AFP est la dernière agence d'information mondiale basée en Europe et nous sommes présents sur tous les marchés mondiaux. Mais son statut, qui date de 1957, rendait difficile l'adaptation de l'agence aux règles de la concurrence. Il était essentiel de le modifier d'autant qu'une plainte pour aides d'État est instruite par Bruxelles. Le 17 décembre, les députés discuteront d'une proposition de loi sur la presse portant notamment sur l'adoption d'un nouveau statut pour l'AFP. Cela mettra l'AFP en conformité avec le droit européen de la concurrence et permettra d'éteindre la plainte à Bruxelles en mars 2015.

**Cette réforme va-t-elle distendre les liens entre l'AFP et l'État?**

Le statut garantit déjà l'indépendance éditoriale de l'agence vis-à-vis de l'État. Les abonnements de l'État de 123 millions d'euros correspondent à une mission d'intérêt général reconnue et validée par Bruxelles. Mais l'AFP vit principalement de ses recettes commerciales, qui sont en croissance. En 2014, l'AFP réalisera une très bonne performance commerciale avec une hausse de près de 3 % du chiffre d'affaires, à 288 millions d'euros. *Nice-Matin* vient de reprendre notre fil d'actualité, ce qui fait que désormais tous les journaux français sont abonnés à l'AFP. Mais l'agence est de moins en moins dépendante de la France car l'international représente aujourd'hui plus de 55 % de son chiffre d'affaires. L'Allemagne est le premier marché hors de France. Et notre premier client est japonais.

Non, il n'y aura pas d'AFP à deux vitesses

**Cela va-t-il également faire évoluer la gouvernance de l'AFP, où les journaux sont à la fois administrateurs et clients ?**

Le conseil d'administration de l'AFP reflète la situation de la presse en France en 1957. Aujourd'hui l'AFP a beaucoup changé et dispose de 4000 clients à travers le monde. Nous produisons toujours du texte mais nous nous sommes diversifiés dans la production de photos et de vidéos. Il est donc important que la gouvernance de l'AFP respire et s'élargisse en apportant, par exemple, de nouvelles compétences dans les domaines du numérique.

**L'AFP n'a pas de capital. Comment faites-vous pour lever 35 millions d'euros?**

Le conseil d'administration de la semaine prochaine délibérera sur la création d'une filiale de développement et d'innovation, baptisée AFP Blue. Elle permettra de mobiliser les apports de la CDC, de la BPI et peut-être d'une autre banque, autour d'un programme d'investissement de 35 millions d'euros. C'est la première fois que l'AFP peut mobiliser un montant aussi considérable pour investir dans son avenir. Cet investissement nous permettra de sécuriser l'ensemble de notre réseau technique, de nous développer dans la vidéo - dont, avec le sport, j'ai fait les deux grandes priorités de l'Agence. Enfin, cette filiale nous permettra de nous développer dans la mobilité, les tablettes et les smartphones et donc de générer les chiffres d'affaires de demain.

**Cela va-t-il déboucher sur une AFP à deux vitesses: une AFP traditionnelle et une AFP du futur?**

Non, il n'y aura pas d'AFP à deux vitesses. Cette structure sera parfaitement intégrée au sein de l'AFP qui roule désormais très vite sur le chemin du développement.

**La vidéo est une priorité. Comment combler le retard par rapport à vos concurrents?**

Nous étions en retard mais désormais nous sommes sur une très bonne dynamique. Nous avons, en 2014, dépassé deux barrières symboliques, celle de 500 clients du fil vidéo dans le monde dont 150 télévisions. Aujourd'hui la vidéo c'est 7 % de notre chiffre d'affaires quand nos concurrents AP et Reuters sont bien au-delà. Pour les rattraper, nous devons produire encore plus de sujets et plus rapidement, et par ailleurs développer une offre live.

La seule chose à laquelle je suis candidat est la réussite des chantiers de l'AFP

**Le climat social au sein de l'AFP est-il toujours bouillonnant?**

Au contraire, l'AFP est plutôt apaisée. Nous sommes en pleine discussion d'un grand accord d'entreprise que je souhaite voir aboutir en 2015. Cet accord portera sur une réorganisation assez profonde de nos dispositifs sociaux. Il y a aujourd'hui plus de cent différents accords sociaux qui devront être rassemblés dans un accord unique.

### **Tous les médias français s'intéressent à l'Afrique. Est-ce un relais de croissance pour l'AFP?**

L'AFP est déjà l'agence mondiale la plus présente en Afrique. Nous sommes le premier producteur d'informations sur l'Afrique pour le reste du monde. Nos fils Afrique sont achetés par plus de 150 clients. C'est l'un des avantages concurrentiels reconnu de l'AFP et nous allons continuer de le développer. Pour l'AFP, l'Afrique est prometteuse en raison du dynamisme de la francophonie mais aussi du reste du continent. Ainsi nos principaux clients sont situés en Afrique anglophone.

### **La réforme de l'AFP prévoit un allongement de la durée du mandat du PDG de trois à cinq ans. Cela va-t-il s'appliquer à vous-même?**

Le texte de loi prévoit que la réforme s'applique dès à présent. J'ai été réélu pour un deuxième mandat de trois ans en 2013. Une fois le texte voté, mon mandat pourra être prolongé jusqu'en 2018.

### **Êtes-vous candidat à la présidence de France Télévisions?**

La seule chose à laquelle je suis candidat est la réussite des chantiers de l'AFP.